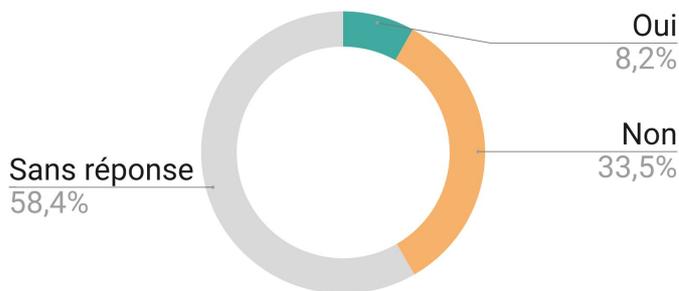


Thème 5 : La gestion du réaménagement des subdivisions

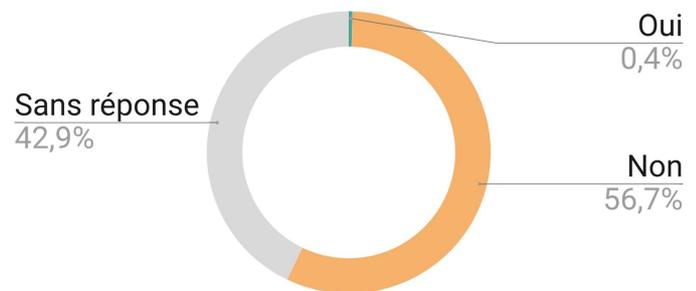
Nous remercions les 245 contrôleurs du CRNA SE qui ont pris le temps de répondre à ce sondage. Cette forte participation nous montre à quel point il est important de permettre aux ICNA de donner leur avis sur différents sujets d'actualité locaux ou nationaux. Certains d'entre vous nous ont d'ailleurs proposé d'autres sujets possibles à aborder, ce que nous ne manquerons pas de faire lors d'un prochain sondage. Nous allons fournir les résultats de ce sondage "thème par thème" pour que cela soit le plus clair et transparent possible.

Sur ces questions, certains ne se sont pas positionnés car ne se sentant pas concernés par ce thème. Par exemple, ceux qui ne comptent pas se détacher, ceux qui n'ont pas d'avis tranché par manque d'expérience du travail en subdivision...et d'autres pour de nombreuses raisons diverses et légitimes.

Considérez vous acceptable de séparer la subdivision étude des autres subdivisions du 5ème?



Etes vous favorable à un décroisement des bureaux du 5ème et du 3ème en open space?



La gestion de ce projet est tout simplement scandaleuse tant l'administration locale a manipulé les agents :

- en cachant le projet tel que concerté avec le SNIA
- en affirmant avoir obtenu l'accord des subs concernées alors que ce n'était pas le cas
- en imposant un timing très serré de pseudo discussions sous prétexte que le budget alloué n'était disponible que dans un temps très limité.

Elle l'est d'autant plus lorsqu'on sait l'ineptie opérationnelle des choix faits :

- déplacement au 3ème de la subdivision étude alors que tous les détachés en place reconnaissent un besoin important de coopération avec les autres subdivisions
- transformation de tous les bureaux en style "open space" sans se soucier des inconvénients reportés de l'utilisation de ce type d'espace de travail, qui dans le cadre des métiers de subs auront un impact sur la performance et sur la qualité de vie au travail des agents
- non prise en compte de l'impact sur le besoin d'intimité dans la gestion de certains dossiers ou lors de réunion en visioconférence.

On ne comprend pas, au vu des résultats de ce sondage, pourquoi l'administration s'entête à refuser d'écouter les personnels concernés.

L'UNSA ICNA demande donc formellement le gel du projet tant qu'il n'y a pas de consultation des personnels.